Le non-renouvellement du mandat du Groupe d'éminents experts sur le Yémen : un vote singulier du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies

Joël Mermet

Electronic version

URL: <https://journals.openedition.org/revdh/14415>

DOI: 10.4000/revdh.14415

ISSN: 2264-119X

Publisher

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Electronic reference

Joël Mermet, "Le non-renouvellement du mandat du Groupe d'éminents experts sur le Yémen : un vote singulier du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies", *La Revue des droits de l'homme* [Online], Actualités Droits-Libertés, Online since 31 January 2022, connection on 02 February 2022. URL: <http://journals.openedition.org/revdh/14415> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/revdh.14415>

This text was automatically generated on 2 February 2022.

Tous droits réservés

Le non-renouvellement du mandat du Groupe d'éminents experts sur le Yémen : un vote singulier du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies

Joël Mermet

- 1 Le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (CDHNU) ne pouvait donner un écho plus retentissant au titre du dernier rapport du Groupe d'éminents experts régionaux et internationaux sur le Yémen (GEE) : « Une nation abandonnée : un appel à l'humanité pour mettre fin aux souffrances du Yémen. » En effet, le 7 octobre 2021, pour la première fois depuis sa création, le CDHNU rejetait une résolution proposée au vote. Il mettait ainsi un terme au GEE à l'issue de son quatrième mandat.
- 2 Ce vote constitue également un précédent en ce qu'il met fin à une commission d'enquête, de manière abrupte, sans prévoir de mécanisme pour lui succéder en vue de continuer le travail accompli. À l'inverse, dans le cas du Burundi, lors de la même session, le CDHNU a mis un terme à la commission d'enquête, mais l'a remplacée par la nomination d'un rapporteur spécial.
- 3 Ce vote n'est pourtant pas le fruit du hasard. Il est le résultat du fossé existant entre le rejet de plus en plus insistant du GEE par le Yémen et ses alliés - notamment la coalition conduite par l'Arabie saoudite -, et l'engagement de plus en plus appuyé de certains États et de la société civile en vue de lutter plus massivement contre l'impunité au Yémen (I). Si la population civile du Yémen est sans aucun doute la plus directement affectée par ce vote, ce sont plus généralement les mécanismes de responsabilité établis par le CDHNU qui se trouvent impactés. Même s'il est trop tôt pour tirer des conclusions définitives, il est d'ores et déjà certain que ce vote établit un précédent dont les répercussions sur les mécanismes de responsabilité méritent réflexion (II).

I. Le résultat d'un fossé grandissant entre les détracteurs et les partisans du Groupe d'éminents experts

- 4 Depuis la publication de son premier rapport en 2018², le GEE, dont la mission était notamment d'enquêter sur les violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire et de dresser des recommandations, a essuyé des critiques de la part du Yémen et de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite (A) alors que la société civile et certains États étaient au contraire favorables à un renforcement de son mandat (B).

A. Une opposition de plus en plus affirmée de la part du Yémen et de la coalition

- 5 C'est le 29 septembre 2017 que le CDHNU a adopté sans vote la résolution 36/31 établissant le GEE. Ce texte était placé au point 10 de l'ordre du jour, à savoir au titre de l'assistance technique et du renforcement des capacités. Alors que le mandat ne comportait pas de particularités notables par rapport à celui d'autres commissions d'enquête établies par le CDHNU, il convient de noter en revanche que les experts étaient priés de soumettre leur rapport au Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, lequel était par ailleurs chargé de les nommer, et non au CDHNU.
- 6 Dès la soumission de son premier rapport, le GEE a essuyé les critiques de la part du Yémen, mais aussi des États membres de la coalition mise en place en mars 2015 à la demande du Président yéménite, sous l'égide de l'Arabie saoudite. Les critiques alors adressées au GEE et à son rapport ne se distinguent pas de celles avancées pour d'autres commissions d'enquête du même type. Elles mettent en cause notamment la méthodologie ou l'interprétation du mandat et allèguent le manque d'intégrité ou d'impartialité du groupe³.
- 7 À partir de ce moment, il est devenu impossible pour les États membres du CDHNU de s'entendre sur un texte de résolution qui puisse être adopté par consensus. Ainsi, en septembre 2018, deux groupes d'États ont présenté chacun une résolution, respectivement au point 2 et au point 10 de l'ordre du jour du CDHNU. C'est dans la résolution au point 2 qu'a été inséré le GEE, laquelle conserve un volet relatif à l'assistance technique, tandis que la résolution au point 10 a été complètement dédiée à la coopération technique. La première résolution s'est contentée de renouveler le mandat du GEE pour une année supplémentaire sans donner davantage de détails sur le contenu de ce mandat⁴. Dès lors et jusqu'en octobre 2020, les résolutions relatives au GEE ont été soumises à un vote et adoptées à une majorité de voix, laquelle ne différait pas d'une année sur l'autre⁵. Toutefois, le GEE n'a plus été autorisé à se rendre au Yémen ou dans les pays de la coalition.
- 8 Par ailleurs, à partir du troisième mandat du GEE (2019-2020), le gouvernement du Yémen a cessé d'envoyer des commentaires sur les rapports du groupe d'experts⁶. En revanche, la coalition, les Émirats arabes unis et les autorités de fait (Houthis) ont continué de faire parvenir leurs remarques sur les rapports du GEE, réitérant leurs critiques en arguant que le GEE publiait ses rapports sans tenir compte de leurs commentaires, coupant ainsi un dialogue qu'ils considéraient vouloir maintenir. De

même, le GEE n'a plus reçu de réponses à ses listes de questions envoyées chaque année aux différentes parties au conflit avant la finalisation de ses rapports. Dès le deuxième mandat, seules les autorités de fait se sont pliées à cet exercice. Une telle procédure constitue pourtant le moyen pour les différentes parties au conflit de communiquer sur des faits précis qui sont abordés dans les futurs rapports et de maintenir ainsi un dialogue avec la commission d'enquête.

- 9 Tandis que les relations entre le GEE et les parties au conflit étaient de plus en plus limitées, le groupe restreint au sein du CDHNU et les organisations non-gouvernementales n'ont eu de cesse de renforcer la lutte contre l'impunité dans le mandat du GEE.

B. Une volonté de plus en plus insistante en faveur de la lutte contre l'impunité de la part du GEE et de ses partisans

- 10 Alors que le conflit au Yémen perdurait et que les chances de voir l'adoption d'un plan de paix global diminuaient malgré les efforts entrepris dans ce sens, les initiatives lancées pour rendre les auteurs présumés responsables de leurs crimes se sont avérées infructueuses.
- 11 S'agissant du mandat du GEE, la résolution 42/2 de 2019 a repris dans les très grandes lignes le texte de la première résolution⁷. Seule différence notable, le GEE devait désormais rapporter directement au CDHNU et non plus à la Haute-Commissaire, rétablissant ainsi la procédure appliquée aux autres commissions d'enquête instituées par le CDHNU. En revanche, la résolution condamnait expressément de nouvelles violations des droits de l'homme telles que les violences sexuelles et sexistes et la famine utilisées comme méthode de guerre⁸.
- 12 Faisant suite au troisième rapport du GEE qui a mis l'accent sur la « pandémie de l'impunité »⁹, la résolution 45/15 présentée par le groupe restreint s'est montrée plus précise à cet égard. Elle a chargé le GEE de « recueillir, conserver et analyser les informations » dans le but d'identifier les auteurs de violations, une identification qui apparaît désormais deux fois dans la résolution¹⁰. La résolution a par ailleurs ajouté au mandat du GEE une autre tâche consistant à « analyser et signaler les approches recommandées et les mécanismes concrets d'établissement des responsabilités qui permettent d'établir la vérité et de rendre justice et d'accorder réparation aux victimes », ceci en coordination avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du CDHNU concernées.
- 13 Cet ajout n'est pas anodin. Il est une première étape dans un débat qui naît au sein des défenseurs des droits de l'homme et de certains États membres, à savoir la mise en place d'un mécanisme supplémentaire similaire à ceux établis pour la Syrie et le Myanmar, autrement appelés mécanismes triple IM¹¹. Dans son rapport de 2020¹², le GEE a déclaré en effet qu'à sa connaissance, aucune des allégations de violations qu'il avait recensées les années précédentes n'avait donné lieu à une procédure et a constaté avec regret « qu'au Yémen, les victimes n'a[va]ient pas accès à un recours utile dans les meilleurs délais. » Le GEE a donc appelé la communauté internationale à prendre « de nouvelles initiatives pour contribuer à combler ces graves lacunes. » À cet effet, le GEE a notamment soutenu la création d'un organe d'enquête chargé des affaires pénales tel que le mécanisme sur la Syrie, dont « la mission consisterait à mener de nouvelles

enquêtes et à monter des dossiers à transmettre aux autorités de poursuite compétentes »¹³.

- 14 De plus, le GEE a appelé le « Conseil de sécurité à saisir la Cour pénale internationale de la situation au Yémen et à compléter la liste des individus soumis à des sanctions imposées par le Conseil »¹⁴. Les experts ont recommandé aux États tiers de tout mettre en œuvre pour contribuer à la poursuite des auteurs présumés de crimes de guerre, y compris au titre de la compétence universelle. Enfin, « dans une perspective à long terme, [ils ont encouragé] les autorités yéménites et la communauté internationale à poursuivre le dialogue en vue de la création d'un tribunal spécial tel qu'un tribunal mixte, qui serait chargé de poursuivre les principaux responsables »¹⁵.
- 15 Le GEE a globalement réitéré les mêmes recommandations dans son quatrième rapport¹⁶, datant de septembre 2021, et publié un document de séance consacré uniquement à la responsabilité¹⁷. L'accent mis sur la responsabilité est donc confirmé. Il convient également de souligner que le GEE a de nouveau mis en avant la question des transferts d'armes en la liant à celle de la responsabilité dans la mesure où ce type de soutien pourrait être considéré comme une forme de complicité dans la commission de faits internationalement illicites, ce qui représenterait une violation du droit international.
- 16 Un autre point important de ce quatrième rapport est la « préparation à la paix » et la demande que le principe fondamental de la responsabilité en soit l'un des fondements. Ainsi le processus de paix doit encourager un engagement de principe explicite en faveur de l'obligation de rendre des comptes à un stade précoce, et prévoir un espace de discussion sur une réponse globale de justice transitionnelle, en donnant la priorité à l'implication des victimes, et un renforcement des capacités des organisations de la société civile, notamment dans le domaine de la responsabilité. Autrement dit, le GEE a cherché à dessiner un plan de négociations de paix qui ne ressemble en rien à celui existant, lequel a précisément largement occulté le sujet de la responsabilité.
- 17 De leur côté, les organisations de la société civile ont déployé leurs efforts en vue d'une plus grande responsabilisation. Récemment, des ONG ont entamé des procédures judiciaires contre des exportateurs d'armements¹⁸. En décembre 2019, dans une communication au bureau du Procureur de la CPI, un groupe d'ONG a demandé à la Cour d'enquêter pour déterminer si de hauts dirigeants - tant d'entreprises que de gouvernements européens - pouvaient être tenus pénalement responsables pour avoir fourni des armes utilisées par les membres de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite dans le cadre d'éventuels crimes de guerre commis au Yémen¹⁹. De telles actions ont peut-être été un élément pris en compte dans le changement de politique des États-Unis en matière de soutien des opérations offensives au Yémen, y compris en matière de ventes d'armes, sans que l'on puisse toutefois en être sûr²⁰.
- 18 En revanche, les actions en justice concernant des individus, auteurs présumés de crimes de guerre, des différentes parties au conflit sont pour ainsi dire inexistantes. Les sanctions prises contre neuf individus (dont deux sont morts) par le comité des sanctions du Conseil de sécurité n'ont pas eu d'impact significatif, d'autant plus qu'elles ne concernent qu'une partie au conflit²¹. C'est face à cette situation que 62 ONG ont signé une lettre conjointe adressée aux membres du CDHNU demandant non seulement le renouvellement du mandat du GEE - pour une durée pluriannuelle ou sans limitation de durée - mais aussi l'établissement d'un mécanisme d'enquête international pour le Yémen pour a) collecter, consolider, préserver et analyser les preuves ; b) préparer des

dossiers ; et c) identifier les victimes et documenter l'étendue et les types de préjudices subis en vue des demandes de réparation dans chaque affaire examinée²².

- 19 Face à cette insistance de plus en plus affirmée pour une lutte contre l'impunité, les parties au conflit ont opéré une résistance qui a conduit au vote du 7 octobre 2021. Ce dernier présente certaines caractéristiques qui doivent être analysées pour mieux comprendre l'impact qu'il pourra avoir sur d'autres mécanismes de responsabilité à l'avenir.

II. Une illustration de la précarité des mécanismes de responsabilité

- 20 Le vote rejetant la résolution sur la situation des droits de l'homme au Yémen a créé un choc parmi les défenseurs des droits de l'homme en ce qu'il marginalise encore davantage les victimes de violations des droits de l'homme (A) et rend indispensable une réflexion sur la meilleure approche pour normaliser les mécanismes de responsabilité (B).

A. La marginalisation accrue des victimes de violations des droits de l'homme

- 21 Le vote du 7 octobre 2021 opère un renversement complet par rapport aux votes antérieurs. Avec 21 voix contre, 18 pour et 7 abstentions, on note une progression par rapport à l'année précédente de neuf voix pour les opposants. De toute évidence, ce vote qui ne prend absolument pas en compte la situation réelle des droits de l'homme au Yémen (laquelle ne s'est aucunement améliorée aux dires de tous les acteurs humanitaires²³) est motivé par des intérêts politiques.
- 22 Ce revirement s'explique d'abord par une conjoncture particulière tenant à la nouvelle composition du CDHNU avec l'arrivée d'opposants de principe aux mécanismes de responsabilité, à l'instar de la Fédération de Russie, la Bolivie ou Cuba. Il tient ensuite au fait que plusieurs États ont évolué quant à leur vote. Ainsi quatre États (Bangladesh, Indonésie, Sénégal et Togo) ont voté contre alors qu'ils s'étaient abstenus à chacun de leurs précédents votes sur le GEE. Quant au Gabon, nouveau membre du CDHNU, il a voté contre, alors qu'il ne l'avait fait, en 2021, que pour le mécanisme opérant en Afrique (Soudan du Sud) suivant ainsi l'appel du groupe africain. Il a d'ailleurs approuvé deux autres mécanismes de responsabilité opérant au Moyen-Orient (Territoire palestinien occupé et Syrie) et s'est simplement abstenu pour ceux opérant dans d'autres régions (Sri Lanka et Belarus).
- 23 Si l'on compare ce vote avec ceux relatifs aux deux autres mécanismes qui ont plusieurs années d'existence, ceux relatifs à la Syrie et au Soudan du Sud, on note, en 2021, une légère augmentation des votes contre la résolution relative à la Syrie qui est principalement due à la nouvelle composition du CDHNU. Pour le Soudan du Sud, il s'agissait de la première résolution soumise à un vote depuis la création du mécanisme, ce qui est également le résultat d'un désaccord entre le groupe restreint et le pays concerné et le groupe africain plus généralement. Le vote montre un écart beaucoup plus serré que celui au sujet de la Syrie avec 20 votes pour, 16 contre et 11 abstentions. Mais ce vote est très intéressant en ce que le Sénégal et le Togo, qui ont voté contre la

résolution sur le Yémen, se sont abstenus, ne suivant donc pas l'appel du groupe africain à voter contre la résolution. On peut donc considérer que leur vote contre un mécanisme de responsabilité n'est pas un vote de principe.

- 24 Les ONG et certains médias ont précisément mis en avant la pression exercée, notamment par l'Arabie saoudite, envers certains États pour expliquer le revirement au sujet du GEE, faisant référence à des méthodes pour le moins cavalières²⁴. Si cela s'avérait exact, cela signifierait qu'un État non membre du CDHNU pourrait faire basculer un vote dans le sens qui lui est favorable. Une telle influence suppose d'une part que l'État extérieur au Conseil dispose des moyens (politiques, économiques ou autres) pour le faire et d'autre part que certains États membres du CDHNU soient suffisamment influençables pour ne pas pouvoir y résister. Or force est de constater qu'il n'est pas difficile de se trouver dans un tel cas de figure.
- 25 Ce vote démontre bien que la promotion et la protection des droits de l'homme peuvent être détournées au profit d'intérêts particuliers au sein même du CDHNU. En cela, le CDHNU peut sembler en porte-à-faux avec ses principes fondateurs, à savoir conduire ses activités conformément aux « principes d'universalité, d'impartialité, d'objectivité et de non-sélectivité, du dialogue et de la coopération constructifs à l'échelle internationale de façon à favoriser la promotion et la défense de tous les droits de l'homme - civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement »²⁵. Il semblerait que les démons de feu la Commission des droits de l'homme n'aient pas encore totalement disparu²⁶.
- 26 Les conséquences de ce vote ne sont pas négligeables. Dans son dernier rapport, le GEE notait que les timides développements dans le domaine de la responsabilité n'avaient en aucun cas été adéquats ou suffisants pour mettre fin à la « pandémie d'impunité » qu'il avait précédemment décrite. Or le GEE était le seul organe international et impartial pour enquêter sur les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire perpétrées par toutes les parties au conflit armé dans le pays. Par ses rapports, il permettait de maintenir à l'agenda de la communauté internationale la question de ces violations, ce que certaines ONG locales considéraient comme un encouragement pour leur travail au quotidien. Par ailleurs, le climat de peur qui a dissuadé maints témoins ou victimes de s'engager avec le GEE - selon ses propres constatations²⁷ - va s'en trouver renforcé et, avec lui l'impunité. On imagine en effet que si ces personnes hésitaient à témoigner devant un mécanisme international et indépendant, elles auront encore davantage de réticences à le faire devant un mécanisme national.
- 27 Ce vote a laissé un vide institutionnel au niveau des Nations Unies en ne prévoyant aucun mécanisme de substitution pour rapporter sur la situation des droits de l'homme au Yémen²⁸. Lors de la même session, au sujet du Burundi, le CDHNU a établi un rapporteur spécial en lieu et place de la commission d'enquête dont le mandat n'a pas été renouvelé, lequel sera précisément chargé de surveiller la situation des droits de l'homme au Burundi et de faire des recommandations en vue de l'améliorer²⁹. Pourtant, la situation au Yémen, qualifiée pendant plusieurs années de pire crise humanitaire mondiale par les Nations Unies, est encore plus préoccupante que celle du Burundi.
- 28 Le Yémen et ses alliés ont argué que la Commission nationale d'enquête était en mesure de mettre un terme à l'impunité si elle était adéquatement soutenue³⁰. Force est de constater que, malgré les efforts de la communauté internationale, sur le terrain, cette commission n'obtient pas les résultats escomptés avec seulement 19 affaires - sur plus

de 1000 – parvenues au stade du procès devant le tribunal pénal spécialisé d'Aden depuis 2019³¹.

- 29 Si ce vote ne reflète pas le début d'un refus généralisé des mécanismes de responsabilité du CDHNU, il démontre la possibilité laissée à un État ou un groupe d'États de les faire disparaître sans raison autre que politique. Cela appelle une réflexion sur la meilleure façon de normaliser les mécanismes de responsabilité.

B. La nécessaire réflexion sur une normalisation des mécanismes de responsabilité

- 30 En règle générale, les mécanismes de responsabilité sont créés pour des situations dans lesquelles ont lieu des violations massives des droits de l'homme et du droit international humanitaire et dans lesquelles les chances de voir les auteurs de ces violations poursuivis sont faibles. Mais il n'existe aucun critère officiel connu.
- 31 Le vote du 7 octobre 2021 pose plus largement la question du degré d'opportunité qui entoure la création et la fin d'une commission d'enquête. Un élément qui s'est avéré crucial au cours des débats est le point de l'agenda sous lequel le mécanisme de responsabilité a été discuté. Pour le Yémen comme pour le Soudan du Sud, l'insertion des mécanismes respectivement au point 2 (Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général) ou 4 (Situations relatives aux droits de l'Homme qui requièrent l'attention du Conseil) de l'ordre du jour du CDHNU a été vécue comme une « punition »³² alors que le placement sous le point 10 (assistance technique et renforcement des capacités) comme ce fut le cas pour le mécanisme sur la Libye a paru plus acceptable.
- 32 Toutefois, une analyse des autres mécanismes de responsabilité tend à prouver que ce débat ne se pose pas dans tous les cas et qu'il n'y a pas forcément d'adéquation entre le point de l'ordre du jour et le contenu d'une résolution. En premier lieu, la commission d'enquête sur la Syrie - qui est la plus ancienne - est placée au point 2 de l'ordre du jour, ce qui ne semble poser aucun problème. En second lieu, la commission sur le Soudan du Sud qui n'est pourtant pas placée sous le point 10 de l'ordre du jour contient un volet d'assistance technique très important et demande même à la commission d'enquête d'y participer activement. À l'inverse, la résolution sur la Libye ne contient que deux paragraphes relatifs à l'assistance technique.
- 33 Cette situation tendrait à démontrer que le sort de chaque mécanisme de responsabilité dépend davantage de l'appréciation politique des États selon les rapports de force en place que d'une analyse objective de la situation des droits de l'homme de chaque pays considéré et du contenu de la résolution.
- 34 À la suite du rejet de la résolution sur le Yémen, la société civile a demandé que l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) crée un mécanisme indépendant et impartial similaire à ceux mis en place pour la Syrie et le Myanmar³³. Les chances de succès de cette requête ne sont pas encore connues, mais un tel mécanisme n'est pas équivalent à une commission d'enquête en ce qu'il ne lutte pas contre l'impunité de la même manière. Il ne fait pas de rapports publics sur les violations et n'a donc pas un rôle de dénonciation ni de plaidoyer. Par ailleurs, il est encore trop tôt pour savoir comment leurs travaux sont utilisés par les juridictions nationales, régionales ou

internationales. Si le mécanisme de la Syrie, par exemple, mentionne dans ses rapports annuels l'envoi d'informations et sa coopération avec des juridictions nationales, on n'en connaît pas les détails ni l'impact à ce jour³⁴.

- 35 Un autre aspect non négligeable est que l'établissement d'un tel mécanisme implique également un budget bien plus important que celui d'une commission d'enquête (entre trois à quatre fois supérieur) et son financement dans le budget ordinaire de l'Assemblée générale (rendu nécessaire si l'on veut qu'il soit indépendant et impartial) est soumis à des pressions d'ordre politique³⁵.
- 36 Que ce soit au CDHNU ou à l'AGNU, il apparaît assez clairement que les mécanismes de responsabilité sont dépendants des groupes de pression qui ne sont pas guidés par des considérations relatives aux droits de l'homme et aux intérêts des victimes. Les arguments invoqués par leurs détracteurs ne démontrent en effet aucun désir de dialogue ou de compromis, mais simplement une volonté de forcer les victimes au silence. De la même manière qu'il n'existe pas de critères pour la mise en place d'une commission d'enquête il n'y en a aucun pour mettre fin à son existence, laissant ainsi s'imposer les seuls rapports de force politiques.
- 37 D'aucuns diront que l'établissement de tels critères est une tâche difficile, tout aussi laborieuse que celle d'établir des critères pour devenir membre du CDHNU. Elle le sera d'autant plus pour déterminer quand une commission d'enquête doit être établie. Pour ce qui est d'y mettre un terme, seule une amélioration de la situation sur le terrain devrait entrer en ligne de compte. Cette amélioration peut le plus souvent être constatée par des agences des Nations Unies, des missions diplomatiques et la société civile en tenant compte d'indicateurs qui peuvent être facilement déterminés. Même en l'absence de critères, la fin du mandat d'un mécanisme de responsabilité devrait être accompagnée de dispositions pour un suivi de ses conclusions et recommandations. De la même manière, il serait important de trouver des moyens pour inciter les États récalcitrants à coopérer avec ces mécanismes. On pourrait ainsi concevoir que de tels États ne puissent pas devenir membres du CDHNU.
- 38 Malgré les difficultés, il est indispensable de ne pas laisser le sort des mécanismes de responsabilité, et conséquemment celui des victimes, lié à des décisions politiques au sein d'un organe dont la raison d'être est de « promouvoir le respect universel et la défense de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales, pour tous, sans distinction aucune et de façon juste et équitable³⁶. »

*

Les Lettres « Actualités Droits-Libertés » (ADL) du CREDOF (pour s'y abonner) sont accessibles sur le site de la Revue des Droits de l'Homme (RevDH) – Contact

NOTES

2. CDHNU, A/HRC/39/43, 17 août 2018.
3. Toutes les communications sont disponibles sur le site du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme : <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/YemenGEE/Pages/Index.aspx>
4. CDHNU, Rés. 39/16 adoptée le 28 septembre 2018.
5. CDHNU, Rés. 42/2 adoptée le 26 septembre 2019 et Rés. 45/15 adoptée le 6 octobre 2020.
6. Les commentaires du Yémen sur le deuxième rapport se sont limités à ceux de la 35^e Brigade pour les informations qui la concernaient.
7. CDHNU, Rés. 42/2 adoptée le 26 septembre 2019.
8. Respectivement aux paragraphes 1 et 3 de la résolution.
9. CDHNU, A/HRC/45/6, 28 septembre 2020.
10. L'identification des auteurs est également mentionnée au paragraphe 16 de la résolution.
11. Le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011, établi par l'Assemblée générale des Nations Unies le 21 décembre 2016 et le Mécanisme d'enquête indépendant pour le Myanmar, établi par le CDHNU le 27 septembre 2018.
12. CDHNU, A/HRC/45/6, 28 septembre 2020.
13. *Ibid.*, § 99.
14. *Ibid.*
15. *Ibid.*
16. CDHNU, A/HRC/48/20, 10 septembre 2021.
17. CDHNU, A/HRC/48/CRP.4, 14 septembre 2021.
18. On peut notamment citer le cas RWM Italia S.p.A. porté devant les juridictions italiennes par un groupe d'ONG qui allèguent qu'un élément fabriqué par la société RWM Italia S.p.A a été retrouvé dans la bombe utilisée dans un raid de la coalition à Hodeidah qui a tué des civils. Les informations sur ce cas sont disponibles à : ECCHR: European responsibility for war crimes in Yemen (en anglais). Par ailleurs plusieurs ONG belges ont introduit de nombreuses requêtes devant le Conseil d'État belge pour obtenir l'annulation de licences d'exportation d'armes délivrées par la Région wallonne à destination de l'Arabie saoudite. Par exemple, le 5 mars 2021, le Conseil d'État a suspendu, selon la procédure d'extrême urgence, l'exécution de quatre licences d'exportation d'armes et de matériel lié à la défense délivrées par la Région wallonne à destination de l'Arabie saoudite (arrêt n° 249.991) : <http://www.raadvst-consetat.be/?page=news&lang=fr&newsitem=669>
19. Pour une description plus détaillée de la communication et de ses aspects juridiques, on pourra se référer à : Bryk Linde; Saage-Maaß Miriam: « Individual Criminal Liability for Arms Exports under the ICC Statute: A Case Study of Arms Exports from Europe to Saudi-led Coalition Members Used in the War in Yemen », *Journal of International Criminal Justice*, Vol. 17, no. 5, December 2019, pp. 1117–1137.
20. Discours du Président Biden sur la place de l'Amérique dans le monde, 4 février 2021. La traduction française non officielle est disponible en ligne: <https://fr.usembassy.gov/fr/discours-du-president-biden-sur-la-place-de-lamerique-dans-le-monde/>
21. Le comité des sanctions a ajouté trois nouveaux noms aux six précédents le 9 novembre 2021. La liste est disponible à l'adresse suivante : <https://www.un.org/securitycouncil/fr/sanctions/2140/materials>
22. « States should support accountability for crimes under international law committed in Yemen at the 48th Session of the Human Rights Council », 7 septembre 2021: <https://>

reliefweb.int/report/yemen/joint-ngo-letter-states-should-support-accountability-crimes-under-international-law

23. Les dernières consultations du Conseil de sécurité sur le Yémen, le 14 décembre 2021, démontrent que la situation ne s'est pas améliorée : <https://www.un.org/press/en/2021/sc14735.doc.htm>

24. Sur cette question, on peut se référer au communiqué de l'ONG Mwatana du 13 octobre 2021 (<https://mwatana.org/en/a-wake-up-call>) ou à l'article suivant : Stephanie KIRCHGAESSNER, « Saudis used 'incentives and threats' to shut down UN investigation in Yemen », *The Guardian*, 1 décembre 2021 <https://www.theguardian.com/world/2021/dec/01/saudi-arabia-yemen-un-human-rights-investigation-incentives-and-therats>

25. AGNU, Rés. 60/251, adoptée le 3 avril 2006, § 4.

26. Marina EUDES, « De la Commission au Conseil des droits de l'homme : vraie réforme ou faux-semblant », *AFDI*, 2006, pp. 599-616.

27. CDHNU, A/HRC/48/20, 10 septembre 2021, § 10.

28. S'il est vrai qu'il existe le groupe d'experts du comité des sanctions du Conseil de sécurité, son mandat n'est pas aussi large que celui du GEE. Par ailleurs, le bureau du Haut-Commissariat des droits de l'homme au Yémen a cessé de présenter des rapports publics depuis quelques années.

29. CDHNU, Rés. 48/16, § 20.

30. CDHNU, Rés. 48/21, adoptée le 11 octobre 2021.

31. CDHNU, A/HRC/48/CRP.4, § 9.

32. Mot utilisé par le représentant du Cameroun avant le vote de la résolution sur le Soudan du Sud en 2021.

33. Human Rights Watch, « Civil Society Groups Seek Urgent UN Action on Yemen: More Than 75 Groups Urge General Assembly to Establish New Investigative Mechanism », 2 décembre 2021: <https://www.hrw.org/news/2021/12/02/civil-society-groups-seek-urgent-un-action-yemen> Il convient de noter que le mécanisme sur la Syrie a été créé par l'Assemblée générale alors que celui relatif au Myanmar a été établi par le CDHNU.

34. V. son dernier rapport : AGNU, A/75/743, 12 février 2021.

35. Dans le cadre de l'adoption du budget de l'ONU pour l'année 2020, la Fédération de Russie a voulu faire sortir le mécanisme sur la Syrie du budget ordinaire de l'AGNU sans pourtant y parvenir. V. AGNU, A/74/614, 27 décembre 2019, §§ 6-10.

36. AGNU, Rés. 60/251, adoptée le 3 avril 2006, § 5 a).

ABSTRACTS

On 7 October 2021, the United Nations Human Rights Council (UNHRC) terminated the mandate of the Group of Regional and International Eminent Experts on Yemen. Yemen and its allies have decided to thwart the willingness of some states and the civil society to fight against impunity in the country. While the civilian population of Yemen is undoubtedly the most directly affected by this vote, it is more generally the accountability mechanisms established by the UNHRC that are challenged.

Le 7 octobre 2021, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (CDHNU) a mis fin au mandat du Groupe d'éminents experts régionaux et internationaux sur le Yémen. Le Yémen et ses alliés ont décidé de contrecarrer la volonté de certains États et de la société civile de lutter

contre l'impunité dans le pays. Si la population civile du Yémen est sans aucun doute la plus directement affectée par ce vote, ce sont plus généralement les mécanismes de responsabilité établis par le CDHNU qui en sont impactés.

INDEX

Mots-clés: commission d'enquête, conflit armé, Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, crimes de guerre, droits de l'homme, impunité, responsabilité, Yémen.

Keywords: accountability, armed conflict, commission of inquiry, human rights, impunity, United Nations Human Rights Council, war crimes, Yemen

AUTHOR

JOËL MERMET

Ancien coordinateur du secrétariat du Groupe d'éminents Experts sur le Yémen

Les opinions exprimées ici sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Organisation des Nations Unies.